DIAL 3793

URUGUAY - Gabriela Schroeder : « Il y a encore des luttes à mener »

Cecilia Álvarez

mercredi 30 septembre 2026, mis en ligne par Dial

En septembre 2024, DIAL avait consacré un dossier aux Uruguayens détenus disparus [1]. La publication sur le site uruguayen La diaria de cet entretien avec Gabriela Schroeder nous donne l'occasion de présenter une autre facette de la violence d'État et de la collaboration répressive entre l'Argentine et l'Uruguay durant les années de dictature (1973-1980 en Uruguay, 1976-1983 en Argentine).

Victime des crimes de mai 1976, elle raconte à la lumière de son expérience le travail qu'elle mène pour « démonter » les faux discours et son intérêt pour les nouvelles générations.

Photo : Rodrigo Viera Amaral

Gabriela Schroeder est née le 24 avril 1972 à l'Hôpital militaire. Sa mère, Rosario Barredo, avait été incarcérée neuf jours plus tôt, au lendemain de l'assassinat de son compagnon, Gabriel Schroeder, dans une opération des Forces conjointes. Après sa naissance, les grands-parents et les oncles de Gabriela l'ont emmenée chaque jour à la prison pendant plusieurs mois pour que sa mère puisse l'allaiter ; elle a ensuite connu l'exil au Chili puis à Buenos Aires, où sa mère et William Whitelaw se sont installés et ont eu deux autres enfants. Le 13 mai 1976, Rosario, William, Gabriela, âgée de quatre ans, sa sœur Victoria (de 16 mois) et son frère Máximo (de deux mois) ont été enlevés lors d'une opération militaire puis détenus au centre Bacacay. Le 21 mai, parallèlement à la disparition de Manuel Liberoff, ont été découverts les corps de Rosario et William, assassinés avec Zelmar Michelini et Héctor Gutiérrez Ruiz, tandis que les trois enfants ont été portés disparus et victimes d'une tentative d'accaparement.

Au terme d'intenses recherches de la part de leurs oncles et grands-parents, avec la publication de la photo des enfants en couverture du quotidien *Buenos Aires Herald*, les trois enfants ont réapparu le 29 mai à la porte d'un hôpital. Victoria et Máximo ont grandi avec la famille Whitelaw en France, et Gabriela à Montevideo avec sa famille paternelle.

En 1990, âgée de 18 ans, elle part vivre au Chili, où elle suit des études d'ingénieur en aquaculture et

donne naissance à trois enfants. Vingt-cinq ans plus tard, en 2016, elle retourne en Uruguay pour entamer un processus de reconstruction mémorielle qui la conduira à écrire un livre et à déposer une plainte pour son propre enlèvement en tant qu'enfant, qui s'est transformée aujourd'hui en un vaste procès contre les auteurs de l'assassinat de plusieurs Uruguayens en Argentine.

Quels souvenirs gardes-tu de ton enfance et ton adolescence en Uruguay ?

Moi, on m'a retrouvée et tout de suite il a fallu sortir Gustavo [son oncle] de Buenos Aires parce que, sinon, il était le prochain sur la liste. Mes grands-parents avaient déjà perdu un fils en 1971, dans un accident de circulation, et mon père avait été assassiné l'année suivante. Peu de temps après, mon oncle Esteban a disparu puis réapparu et s'est retrouvé en prison. Tout ça. Mon grand-père est tombé malade, il a eu un AVC pratiquement à la suite de tout ça et il est mort quand j'avais neuf ans.

Toute cette douleur a été une grande épreuve pour toi…

Malgré tout, j'ai été élevée avec beaucoup d'amour, et je pèse mes mots. Jamais je n'ai entendu le moindre signe de rancœur à la maison. Au contraire. Le jour où mon grand-père est tombé dans le coma, avant que je parte à l'école, il m'a serrée contre son flanc pour me redire combien il m'aimait et me demander d'axer ma vie sur l'amour et pas sur la haine, que la haine ne pourrait que me faire du mal, et que je devais toujours vivre dans l'amour. Et ça a été le cas. Je crois que c'est ce qui m'a sauvé, mais évidemment ça n'a pas été facile. Non seulement à cause de l'absence de mes parents, mais aussi parce que pendant très longtemps j'ai été quasiment la seule petite fille disparue et retrouvée en Uruguay, et ce genre de chose attire souvent l'attention sur toi. De la directrice d'école qui m'a refusé le drapeau parce qu'« une fille de séditieux ne peut salir l'emblème de la patrie », aux maîtresses merveilleuses qui se concertaient pour s'occuper de moi. Je ne passais pas inaperçue.

C'est ce qui t'a poussée à partir au Chili ?

Un ensemble de choses. Il m'a fallu être une grande fille très jeune, et il est arrivé un moment où j'ai dû me mettre à distance, trouver qui j'étais sans tout ça. Si on m'interrogeait sur mes parents, je répondais uniquement à qui je voulais, et je n'avais pas de raison de raconter mon histoire. Et tu deviens alors une personne quelconque, qu'on aime ou qu'on n'aime pas pour ce qu'elle est.

Ton aîné est venu étudier en Uruguay, ce qui a ouvert la voie à ton retour en 2016. Es-tu rentrée avec l'envie de faire bouger les choses à propos de ton histoire et de la mémoire ?

Je suis arrivée en 2016 et j'ai porté plainte en 2020. C'est une démarche à laquelle je pensais depuis un moment. Je crois qu'il y a eu un déclic quand Mateo Gutiérrez [fils d'Héctor Gutiérrez Ruiz] a commencé à réaliser le documentaire *Destino final* et qu'il est venu me voir à Puerto Varas pour réaliser un entretien. Le fait qu'une personne de mon âge se trouve impliqué dans ces questions m'a fait penser : « Bon, il faudrait faire quelque chose ». Après ça, il y a eu le procès contre [Jorge] Olivera Róvere [ancien militaire argentin responsable de plusieurs centres de détention clandestins] à Buenos Aires, en 2009. Et c'est à ce moment-là qu'on est venu me chercher pour la première fois ; je suis allée témoigner et ça a été très fort. J'y suis allée avec mon oncle Gustavo. Tous mes oncles et mon frère étaient présents, et cela a été un moment très fort et déterminant. Ensuite je suis revenue au Chili et l'eau a continué de couler sous les ponts. Mais quand je suis arrivée ici, c'étaient les 40 ans des événements de 76. La Fondation Michelini a organisé une année de nombreuses choses culturelles très belles, de joie aussi, et on m'a interviewé dans *Brecha*. J'ai toujours eu bonne mémoire, y compris de notre enlèvement, mais pendant des années je n'ai rien dit ; mais à ce moment-là j'ai commencé à confirmer mes souvenirs avec des gens dont je savais qu'ils en faisaient partie, je les ai confirmés et je me suis dit : peut-être que j'ai la responsabilité et le droit de faire quelque chose.

C'est alors qu'a commencé l'élaboration du livre* El mundo nuevo*, que tu as écrit avec l'historien Ignacio Ampudia. Dans ce processus, à partir de tes souvenirs et de ton voyage pour aller témoigner comme victime en Argentine, apparaît clairement que vous avaient été détenus au centre Bacacay, bien qu'on ait toujours pensé que vous aviez été dans l'usine d'Automotores

Orletti.

Je témoignais sur Bacacay, et le fait qu'on m'ait appelée pour me dire « Venez témoigner parce que vous êtes une victime » m'a conduite à penser qu'il y avait des éléments nouveaux. Alors j'ai annoncé aux Michelini et aux Gutiérrez Ruiz que je voulais déposer plainte, et ils ont commencé à en parler. J'ai décidé de porter plainte pour mon enlèvement, pas pour me poser en victime mais pour qu'on parle de la question des enfants, pour la mettre sur la table, et ne pas se contenter de « ces pauvres petits dont les parents ont été assassinés ». Malheureusement, nous ne sommes pas les seuls, il y a en beaucoup avec beaucoup de situations différentes et il m'a semblé très important de pouvoir le rendre cela visible. Je savais que, en dénonçant mon enlèvement, on allait dans cette direction. Je dépose plainte, ensuite Benjamín Liberoff fait de même, puis les Michelini et Gutiérrez Ruiz nous rejoignent, et c'est là que [le procureur spécialisé dans les crimes contre l'humanité, Ricardo] Perciballe, par stratégie, commence à lier des affaires comportant des indices des mêmes modes opératoires et met sur pied ce mégaprocès.

« Il reste beaucoup à faire »

Quel jugement portes-tu sur la plainte déposée et les avancées du procès ?

Le fait que la plainte déposée par cette gamine ait abouti à ce mégaprocès me paraît déjà un énorme « gagnant-gagnant », même s'il reste beaucoup à faire ; et c'est ce que je dis constamment à la presse, parce que chaque fois qu'elle parle de l'affaire elle cite Michelini et Gutiérrez Ruiz, mais ce n'est pas l'affaire Michelini-Gutiérrez Ruiz et pas non plus l'affaire Michelini-Gutiérrez Ruiz-Barredo-Whitelaw-Liberoff. C'est le mégaprocès qui importe. On a commencé à parler de plus en plus du Plan Cóndor et à voir que c'était une opération systématisée, pas des faits isolés. Ça, pour moi, c'est déjà un point. Concernant notre cause en particulier, j'ai très peu d'espoir parce que les accusés sont décédés ou proches de l'être. Que reste-t-il ? Essayer d'extrader [le militaire reconverti Manuel] Cordero, ce qui ne va pas être possible. Alors en vérité l'espoir est quasi nul qu'il y ait véritablement un procès, qu'arrive une accusation d'une personne en lien direct avec ce qui nous est arrivé. Mais mon idée et ma motivation, ce n'est pas la justice pour mon compte, c'est mettre la vérité sur la table et construire la mémoire. Qu'il soit encore réellement possible de déposer plainte et d'obtenir des verdicts me semble encourageant mais, en ce qui concerne notre cas particulier, je n'attends pas grand-chose.

Et puis, en chemin, aider à en finir avec les histoires qu'on raconte aussi sans cesse à propos de maman et Willy. Partout on parle des militants tupamaros… Non, ils avaient quitté deux ans plus tôt le Mouvement de libération nationale (MLN), ils avaient créé Nuevo Tiempo, ils étaient en discussions non seulement avec Michelini et Gutiérrez Ruiz mais avec beaucoup d'autres. Ils recherchaient la même chose, mais sans les armes, et pour ça ils étaient bien plus dangereux parce que les personnes de l'autre côté se nourrissaient de la cause armée, sans quoi elles n'avaient pas de raison d'être. Mais alors tu te heurtes à la version voulant qu'on ait tué les militants tupamaros pour pouvoir salir Michelini et Gutiérrez Ruiz. Ce n'est pas ça, c'est un manque de respect pour la mémoire de maman et de Willy. C'est un manque de respect pour tout ce pour quoi ils ont lutté et pour quoi ils sont morts. Et peut-être que ceci est désormais mon combat, en plus de celui des enfants. Remettre les choses dans leur contexte. Il y a beaucoup de faux récits, comme celui sur mon père ou sur les « filles d'avril » : toute la vie à entendre qu'ils sont morts dans un échange de tirs. Nous savions que ça ne s'était pas passé ainsi et nous avons déposé plainte pour cette raison. Et les juges ont rendu leur verdict, en s'appuyant sur une enquête fondée sur la méthodologie de l'autopsie historique, qui conclut qu'ils ont été assassinés, qu'ils étaient désarmés. Il n'y a eu aucun affrontement. Ces récits sont importants, et c'est pour ça que je continue à me battre avec la presse, parce qu'elle ne s'en fait pas l'écho. Et ainsi, la société civile et les familles ont beau essayer de faire avancer les choses et se battre, si les médias n'amplifient pas les choses, on ne parviendra pas à ce que l'État, qui est plutôt absent, prenne les mesures nécessaires.

Il y a donc encore des luttes à mener. L'État répond à un appel, un appel de la société civile qui s'amplifie et qui d'une certaine manière fait pression sur lui. On a besoin de ça, on a besoin de faire pression pour que les disparus puissent véritablement réapparaître, pour obtenir plus de vérité et de justice. Un bureau du procureur chargé des crimes contre l'humanité a besoin de moyens. Ils font un travail de Don

Quichotte. L'État peut apporter son soutien. L'État devrait donner des ordres aux forces armées. Il reste beaucoup à faire.

Ma maman : « Un lien total et absolu »

Quels souvenirs gardes-tu de tes parents ?

J'ai beaucoup d'anecdotes à propos de mon père, j'en ai recueilli beaucoup pendant l'élaboration du livre. Des gens très différents donnaient de lui exactement la même description : un grand ours, affectueux, avec du tempérament, attachant, un caractère entier. Je garde le meilleur des souvenirs de Willy. Il y a les souvenirs des faits et aussi la mémoire des sensations, des émotions. Et ce qui me reste le plus de maman et Willy, de ces deux années, c'est cette chose presque magique qui est que, malgré tout ce qui se passait autour de nous et toutes les horreurs qui se produisaient, j'avais une vie heureuse, joyeuse, j'étais une fille super sociable. Jusqu'à ce 13 mai. Et ce n'est pas un détail, parce que c'est une sensation très forte, très profonde, d'un foyer heureux. Avec ma maman, un lien total et absolu, la sensation de ne faire qu'une. Elle se fâchait parce que j'adorais Meteoro, ce personnage qui gagne tout le temps. Mon dernier souvenir avec Willy c'est dans la salle de bains de Bacacay, en train de nous laver les mains. Il m'a assise dans la baignoire, on a discuté, je lui ai redemandé pourquoi nous étions là et où se trouvait mon chien, Cravate. Ce fut une discussion très, très tendre avec lui. Je ne savais pas que c'était la dernière fois, mais ce fut la dernière fois. Avec maman, je me rappelle quand ils l'appellent pour l'emmener et je cours pour me raccrocher à elle, « je veux aller avec toi », et maman qui me dit que non, que je dois rester. Et je me rappelle qu'ils ont dit « bon, on l'emmène aussi », et c'est la seule fois où j'ai le souvenir de l'avoir sentie nerveuse, ayant peut-être du mal à se contrôler, et elle m'a dit d'aller voir Máximo, mon frère, qui pleurait. Et après, je ne sais plus.

Tu as effectué tout ce travail de reconstitution de ton histoire avec le livre, et avec les procès aussi. Mais tu es ingénieure, tu travailles comme directrice de l'Innovation au ministère de l'industrie. Quel rapport as-tu à la mémoire et au futur ?

J'ai toujours regardé devant, toujours regardé devant. Le problème, c'est que tu ne peux pas regarder devant en niant ce qui est derrière toi. La douleur, la seule façon de travailler dessus, de l'atténuer, c'est de faire face. Si tu mets tout sous le tapis en permanence, un jour tu vas te retrouver avec une montagne de poussière, et elle ne va pas s'envoler. Pour moi, ce travail en faveur de la mémoire, de pouvoir apporter de petites choses pour aboutir plus ou moins à un récit le plus véridique possible, en dénonçant des faits dans le but de guérir non seulement en tant que personne mais en tant que société, et d'affirmer haut et fort que ces faits ont eu lieu, avec les conséquences qu'ils ont entraînées. c'est ça regarder devant, c'est regarder vers les nouvelles générations.

Tu fais partie du Collectif Jacarandá. Qu'est-ce que c'est ?

C'est un collectif merveilleux de construction de la mémoire mais en partant de la culture et avec un regard souvent porteur de beaucoup de beauté et de tendresse, sans faire l'impasse sur le récit douloureux, sans négliger la question de savoir comment aborder ce sujet, parce qu'on ne peut combattre les ténèbres par les ténèbres, on ne peut les combattre qu'avec de la lumière.

Et quel regard portes-tu sur la société à ce sujet ?

Je crois que le niveau de prise de conscience a augmenté. On le voit dans les manifestations du 20 Mai [2] qui sont de plus en plus massives avec une tranchez d'âge de plus en plus large. Mais il faut encore rompre avec certains récits bien établis, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Dans la société civile ceux qui font pression sont encore majoritairement ceux d'entre nous qui ont vécu les faits ; mais de plus en plus de gens rejoignent la lutte parce qu'ils ont pris conscience de l'importance de ce sujet et qu'ils comprennent qu'il s'agit d'une cause nécessaire. Espérons qu'ils continueront d'affluer et qu'un jour ceux qui mènent la lutte ne seront plus ceux qui ont vécu directement les faits. Je trouve qu'il y a eu quelques avancées, mais elles ne suffisent pas et de nos jours c'est très difficile avec les modes actuels de

communication et dans un monde de plus en plus agressif. D'un côté, j'observe une plus grande conscience de l'importance de la cause mais, d'un autre côté, j'observe dans un autre secteur un degré d'agressivité que je ne voyais pas avant. Sur X, j'ai été agressée comme jamais je ne l'avais été sur aucun autre réseau. J'en suis partie. Ils disent : « Qu'est-ce qu'ils veulent ? Une revanche… ». Si recourir à la justice, ce qui est notre droit, c'est une revanche, alors la situation est vraiment grave.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3793.
– Traduction de Gilles Renaud pour Dial.
– Source (espagnol) : La diaria, 20 mai 2026.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3712 - « URUGUAY - « Nous ne les avons pas connus, ni vus, ni touchés » », 3713 - « URUGUAY - Une fois encore, ils ont été des milliers le 20 mai à accompagner la Marche du silence et à réclamer un engagement politique pour retrouver les disparus » et 3714 - « URUGUAY - « Aujourd'hui elle revient à la maison » : la dépouille trouvée au Bataillon 14 est celle d'Amelia Sanjurjo Casal ».

[2] Le 20 mai est la date anniversaire de l'assassinat à Buenos Aires des parlementaires uruguayens Zelmar Michelini et Héctor Gutiérrez Ruiz (20 mai 1976). Leurs corps ont été retrouvés le 21 mai avec ceux de William Whitelaw y Rosario Barredo – note DIAL.